



HAL
open science

Compte-rendu de l'ouvrage "Le capital fictif: comment la finance s'approprie notre avenir" de Cédric Durand, Cybergeog: European Journal of Geography, 2015.

Thibault Le Corre

► **To cite this version:**

Thibault Le Corre. Compte-rendu de l'ouvrage "Le capital fictif: comment la finance s'approprie notre avenir" de Cédric Durand, Cybergeog: European Journal of Geography, 2015.. Cybergeog: Revue européenne de géographie / European journal of geography, 2016, 10.4000/cybergeog.27664 . hal-03037630

HAL Id: hal-03037630

<https://hal.science/hal-03037630>

Submitted on 7 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



Durand C., 2015, *Le capital fictif : comment la finance s'approprié notre avenir, Paris, Les Prairies ordinaires*, 224 p.

Thibault Le Corre



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cybergeo/27664>

DOI : ERREUR PDO dans /localdata/www-bin/Core/Core/Db/Db.class.php L.34 : SQLSTATE[HY000] [2006] MySQL server has gone away

ISSN : 1278-3366

Éditeur

UMR 8504 Géographie-cités

Ce document vous est offert par Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne



Référence électronique

Thibault Le Corre, « Durand C., 2015, *Le capital fictif : comment la finance s'approprié notre avenir, Paris, Les Prairies ordinaires*, 224 p. », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Revue de livres, mis en ligne le 27 mai 2016, consulté le 07 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/cybergeo/27664> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cybergeo.27664>

Ce document a été généré automatiquement le 7 janvier 2021.



La revue *Cybergeo* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transposé.

Durand C., 2015, *Le capital fictif : comment la finance s'approprie notre avenir*, Paris, Les Prairies ordinaires, 224 p.

Thibault Le Corre

- 1 Maître de conférences en économie à l'Université Paris 13 et membre des « économistes atterrés », Cédric Durand s'intéresse aux transformations et à l'organisation de l'économie capitaliste mondiale contemporaine. Son dernier ouvrage, *Le capital fictif : comment la finance s'approprie notre avenir*, a été publié aux Prairies ordinaires en 2015. En revisitant de grands classiques, il s'approprie et problématise le concept de « capital fictif » pour tenter d'expliquer les contradictions au cœur du régime capitaliste financier. L'auteur nous livre ainsi une analyse sur l'accumulation du capital financier et sa capacité à s'accaparer les profits au détriment d'une accumulation du capital productif, générant des crises et (re)produisant les inégalités, tout en maintenant les États et les populations otages des logiques financières et de l'endettement. Des signes qui laissent entrevoir « des frimas de l'hiver » (p. 11). Si le concept de « capital fictif » est aujourd'hui pratiquement abandonné par les écoles d'économie néo-classique et quasiment inexistant dans les études géographiques francophones, il reste utilisé dans les sciences sociales à lecture marxiste, en particulier dans l'ouvrage *The Limits to Capital* (1982 [2006]) du géographe anglais David Harvey. Dans ce sillage, cet ouvrage prend la forme d'un plaidoyer d'économie politique, avec de solides fondements théoriques et empiriques, qui renferme des aspects d'une géographie macro-économique critique. On peut cependant regretter l'absence d'une lecture spatiale qui aurait pu enrichir et diversifier l'analyse en combinant les échelles d'étude.
- 2 Reprenant Fernand Braudel, Cédric Durand considère que la « financiarisation, c'est le signe de l'automne » (p. 7) et « la mutation structurelle qui caractérise les grandes économies avancées » (p. 96). Au-delà de la pluralité de situations et de conditions que recouvre le terme de financiarisation,

« il existe bel et bien, sinon une structure unitaire, du moins un faisceau de processus interdépendants constitutifs de la financiarisation en tant qu'incarnation historique et spatiale du mode de production capitaliste. La montée du capital fictif est le point nodal de ce mouvement. Si la financiarisation ne peut pas être pensée en dehors de deux autres grands marqueurs du capitalisme contemporain que sont la mondialisation et les politiques néolibérales, elle se singularise avant tout par l'accumulation de droits de tirage sur la valeur qui reste à produire » (p. 10).

- 3 En guise d'introduction, les deux premiers chapitres explorent la dernière crise immobilière et financière, et évoquent les raisons inhérentes à cette dernière. Durand décortique ainsi les rapports inégaux en termes de moralité entre les acteurs financiers et les ménages, tout en s'éloignant d'une analyse portée sur la question de la morale comme premier facteur à la crise. Pour l'auteur, la crise est au cœur du système financier ; elle révèle des contradictions et une instabilité chronique qui se sont renforcées à travers une libéralisation financière et un construit politique néolibéral. S'ensuit une partie théorique sur le concept de capital fictif développé par Hayek et par Marx, actualisé dans l'univers de la finance contemporaine entre « formes primitives » et « formes complexes » du capital fictif. De manière empirique, le chapitre 5 illustre l'importance majeure de la sphère financière dans les économies capitalistes avancées, tandis que le chapitre 6 analyse les mécanismes du passage de l'exploitation du capital fictif en profits financiers, ponctionnant le capital alloué à la sphère productive et instaurant des contradictions sociopolitiques majeures. Enfin, en explorant deux visions du rôle de la finance, l'ouvrage expose de manière théorique les possibilités offertes par le secteur financier dans l'économie productive, avant de démontrer comment la libéralisation des marchés mondiaux, les exigences financières de rentabilité et « le nœud financiarisation-mondialisation », sont au cœur de l'instabilité intrinsèque du capitalisme contemporain et de l'accumulation des profits financiers. Or, cette dynamique des profits s'accompagne paradoxalement d'une baisse de l'investissement productif et du renforcement du développement géographique inégal.
- 4 Dans ce compte rendu – qui s'adresse plutôt à des lecteurs néophytes en économie politique – nous proposons une lecture transversale de l'ouvrage en revenant directement sur le concept et les formes du capital fictif développés par Cédric Durand. Nous nous intéressons ensuite aux contradictions économiques et sociales liées à l'extension du capital fictif, comme étant le résultat d'un processus de libéralisation du secteur financier. Au cœur de ce processus de libéralisation, les crises endémiques et les profits financiers sont maintenus par le rôle de l'action publique. Au-delà, comme nous le verrons pour finir, la mondialisation et la financiarisation cristallisent les échanges inégaux entre les territoires.

Le « capital fictif », ses formes et son déploiement contemporain

- 5 L'investissement dans le secteur productif et dans l'environnement bâti immobilise le capital dans l'espace et dans le temps (ce que David Harvey appelle *le spatial-temporal fixed capital*). L'argent perd ainsi sa forme première : la liquidité. Afin de stimuler la circulation et l'accumulation, le capitalisme se détourne de l'autofinancement et de la valeur intrinsèque de la monnaie en prévalidant la valorisation du capital par l'intermédiaire de la finance. C'est cette notion de prévalidation qui rend le capital fictif, étant donné qu'il repose sur une promesse de production à venir. Le capital fictif

est en somme l'ensemble des formes de dettes, des intérêts associés et dividendes en circulation, qui se formalisent par des promesses de remboursement et des titres de propriété « donnant droit de tirage ». Les contradictions entre « capital fictif » et « capital productif » surgissent lors des processus de création de valeur où s'exerce une dualité entre la valeur réelle d'un actif (produit du travail) et sa valeur spéculative (ou d'échange).

- 6 Cédric Durand essaie de concevoir de manière théorique et empirique la manifestation de l'ancrage du capital fictif dans les économies des pays capitalistes avancés en analysant dans le temps cinq cadres nationaux distincts : France, Royaume-Uni, États-Unis, Allemagne et Japon. Les économies occidentales ont ainsi avancé à des rythmes différents mais souvent synchronisés. L'auteur identifie deux types de formes de capital fictif : « les formes élémentaires » et « les formes sophistiquées ».
- 7 Les premières concernent celles qui sont évoquées par Marx : les dettes du secteur privé (entreprises non-financières et ménages), la dette des États et la capitalisation boursière. Le crédit apparaît comme une « forme primitive du capital fictif » car il est la première forme de création monétaire, où les prêts accordés par les banques « font les dépôts » des épargnants. La dette publique, largement issue des réformes néolibérales et monétaires de la fin des années 1970, et les dettes des ménages ne sont pas indépendantes. Afin de répondre aux exigences du marché, les États tentent de diminuer la dette publique en recourant à des mesures d'austérité (baisse des dépenses sociales) et à une délégation des dépenses publiques (en termes de logement, d'éducation, de santé, etc.) au secteur privé et principalement aux ménages. Ce schéma correspond à ce que Colin Crouch (2009) nomme le « keynésianisme privatisé ». La dernière forme élémentaire est la capitalisation boursière. Son niveau dépend largement des nombreuses crises qui ponctuent le paysage financier. En faisant la somme des trois formes élémentaires du capital fictif, Durand conclut que « la valeur financière validée en anticipation à venir (les formes de dettes et de capitalisation) n'a cessé d'augmenter par rapport à la quantité de richesses effectivement produites » (p. 79).
- 8 Accompagnant cette hausse des « formes élémentaires », de nouvelles « formes sophistiquées » apparaissent liées à la libéralisation et à la complexification du secteur financier. Deux faits notables ont permis de développer la finance opaque à travers les produits dérivés et le *shadow banking*. Premièrement, un « recul de l'intermédiation bancaire au profit de la finance de marché », qui se généralise par les technologies de l'information et de la communication. Elles donnent accès à une information rapide et illimitée, « brisant le monopole des banques » (p. 80) sur les données financières. Deuxièmement, la libéralisation financière, et notamment des taux de change, facilitant la spéculation sur les monnaies. La fin du monopole des banques dans l'intermédiation et les nouvelles opportunités spéculatives vont entraîner une fragmentation des intermédiaires financiers par le système du *shadow banking* et l'arrivée des produits dérivés. Il s'agit d'« un système de crédit parallèle qui assure la fonction d'intermédiation en la découpant en de multiples étapes » (p. 82), tout en regroupant dans des titres communs des « crédits individuels qui ne peuvent qu'être vendus à bas prix » (p. 83) pour en retirer une somme plus conséquente par le mélange de titres de différentes qualités. Or, les produits dérivés et le *shadow banking* sont devenus des éléments prépondérants du système financier relayés par les grandes banques. Ces produits entrent dans des marchés spéculatifs agressifs et s'immiscent dans les

systèmes bancaires parallèles, favorisant l'endettement pour bénéficier d'effets de levier. En 2010, les produits dérivés sont devenus si prééminents qu'ils représentent des sommes en circulation supérieures à 10 fois le PIB mondial (p. 87).

Entre parasitisme productif et dépossession : l'accumulation des profits financiers révélatrice de fortes contradictions sociopolitiques

- 9 La question « d'où viennent les profits financiers ? » dans une période de ralentissement de l'économie réelle (p. 103) s'impose pour l'auteur. Les profits générés par le secteur financier ne sont nullement fictifs, par la capacité de la liquidité de transformer immédiatement une valeur d'échange en une valeur réelle. Ces profits n'ont cependant « aucun lien direct avec la production et l'échange de marchandises : ce sont des rendements générés par des processus financiers. [...] Les profits financiers incarnent de la valeur mais ne sont jamais issus de la production de valeur » (p. 105). Essayer de décrypter la provenance des profits financiers permet de rendre compte des dynamiques contemporaines du capitalisme et des processus de valorisation du capital fictif :
- « Trois principaux profits peuvent être considérés comme des revenus financiers : les intérêts, les dividendes et les plus-values réalisées sur la cession d'actifs. Ces revenus peuvent enrichir des ménages – ce qui nourrit la hausse des inégalités – mais aussi des firmes non financières et des institutions financières » (p. 10).
- 10 Premier type de revenus financiers, les prêts renferment des « sources hétérogènes des intérêts » (p. 106) prenant des significations sociales différentes selon leur provenance : ménages, dettes publiques ou entreprises privées. *Les profits d'aliénation*, étudiés par l'économiste grec Costas Lapavistas (2013), « correspondent à un prélèvement direct sur les profits personnels des ménages », mais qui n'est pas « lié à l'extraction de la plus-value dans le procès de production » (p. 106-107). *Les profits politiques de la dette publique*, découlent des emprunts de l'État. Les populations ne remboursent pas directement la dette et ses intérêts, mais la subissent par les mesures de rigueur sociale ou des hausses d'impôts. C'est dans ce contexte que se matérialise la dépossession. La contradiction apparaît dès lors qu'un État se décrédibilise face aux marchés de l'endettement. Les créanciers remontent ainsi les taux d'intérêts, renforçant mécaniquement les mesures d'austérité, alors que le poids de la dette dans l'économie continue d'augmenter. Enfin, *les intérêts prélevés sur la plus-value des secteurs productifs* jouent considérablement dans les décisions d'investissement des firmes non financières.
- 11 D'autres formes de revenus financiers, comme « *les dividendes en tant que prélèvement de la plus-value capitaliste* » (p. 113), sont socialement fortement inégalitaires et très concentrés à plusieurs niveaux. L'analyse réticulaire des partenariats d'entreprises, du renforcement des réseaux et des participations montre par exemple que « 147 sociétés concentreraient à elles seules 40 % de la valeur de l'ensemble des multinationales tout en étant elles-mêmes dominées par un noyau de 18 entités financières ! » (p. 114). De plus, les revenus tirés des dividendes, mais aussi des prêts par effet de levier, captent une partie non négligeable des profits de la firme attachée à la sphère productive, augmentant ainsi ses revenus tirés du patrimoine (secteur non-productif) et

requelifiant les conditions du salariat et les rapports de force pour une redistribution équitable des profits entre salariat, patronat et actionnariat.

- 12 On oublierait que les profits financiers peuvent provenir de « *gains en capital* » (p. 115), de la différence « entre les rendements futurs et les risques considérés d'un actif » (p. 116), objectif de la spéculation. Globalement, sur le long terme, c'est un jeu à somme nulle : les gains des uns dépendent en partie des pertes des autres. D'autres événements peuvent participer à ces gains en capital : les gains du propriétaire lors d'une introduction en bourse ou encore, les cours des actions ajustés à la hausse par l'activité des banques centrales sur les taux d'intérêts (intervention publique). « *Les profits des institutions financières* » (p. 119) sont finalement les derniers types de profits résultant des frais de gestion et des commissions sur les flux financiers, allant d'OPA entre multinationales aux profits tirés sur le retrait d'argent d'un simple individu.
- 13 D'un point de vue théorique, Durand n'est pas catégorique sur l'incapacité de la finance à faire circuler le capital dans les secteurs productifs les plus innovants et de participer pleinement à la redistribution du capital dans des sphères plus performantes. Cependant, la financiarisation de l'économie n'augmente pas l'accumulation du capital et l'ensemble des investissements productifs publics et privés diminuent. Ce que Durand appelle la « *revanche des rentiers* » (p. 152) est la ponction croissante des marchés financiers sur l'excédent brut d'exploitation des revenus productifs instaurée par la libéralisation financière et les politiques monétaires. De plus, « l'aversion pour l'investissement » (p. 158) a été renforcée par l'alignement des stratégies et des objectifs managériaux sur ceux des actionnaires. Alors que les profits sont traditionnellement destinés à être réinvestis, les logiques actionnariales ont bouleversé ce schéma, en incitant à la création de monopoles et à des investissements purement financiers.
- 14 Les origines des profits financiers révèlent un « contenu socio-politique » (p. 125) apportant de fortes contradictions par une « dépossession » en défaveur des populations (prélèvement sur le revenu sans que celles-ci puissent elles-mêmes bénéficier d'effet de levier), des États (dette publique et subventions à l'industrie financière) et des acteurs financiers sans capacité d'information. Il y a donc largement une logique sociale « prédatrice » liée à cette dépossession par les profits politiques et d'aliénation, et un « parasitisme » (p. 127) suscité par les ponctions du secteur financier sur l'excédent d'exploitation de la sphère productive, l'exploitation des travailleurs et les échanges inégaux entre les peuples et les nations liés à la mondialisation.

Déréglementer et complexifier, entrevoir l'instabilité

- 15 Le système financier dans son ensemble a « pour corollaire la tricherie » (p. 17) par la captation de l'information sur les transactions financières rendant la concurrence largement inéquitable¹. Les petits actionnaires, fonds de pension et d'épargne collective sont devancés dans les opérations financières par des agents défendant hardiment « l'efficacité du marché » et qui sont les plus à même d'investir dans la tricherie financière à grande échelle : les banques d'investissements et les *hedge funds*. Ces derniers usent en toute illégalité des méthodes de « délits d'initiés » pour profiter des évolutions des marchés à la hausse comme à la baisse, en interceptant les informations sur les transactions des agents institutionnels, sur la santé des entreprises cotées, sur la qualité des produits financiers complexes comme les produits dérivés, mais surtout sur

les cours des marchés monétaires et des devises, qui depuis la fin des accords de Bretton-Woods et la libéralisation financière ont permis à ces acteurs de s'enrichir colossalement. Il y a une « auto-intoxication » (p. 24) du système et de ses agents par une idéologie et des « croyances erronées » sur la capacité des marchés de s'autoréguler. Il est bien sûr, pour les firmes financières, de meilleure augure de dénoncer les agissements « irresponsables » de faits individuels comme Fabrice Tourre à Goldman Sachs ou Jérôme Kerviel à la Société Générale, esquivant une remise en cause de l'idéologie imprégnée du libéralisme financier.

- 16 Durand retrace l'origine de la libéralisation à travers l'exemple de « la fabrique des produits dérivés : entre performativité de la théorie économique et travail politico idéologique » (p. 27). Les produits financiers dérivés permettent de parier sur l'évolution non pas d'un actif mais d'un paquet d'actifs², « une sorte de finance au carré » (p. 27) qui augmente à la fois le risque et de surcroît les profits potentiels. Leur réintroduction sur les marchés américains et en particulier à la bourse de Chicago a été entraînée par la connivence entre les milieux universitaires de l'école de Chicago (Cf. Milton Friedman), les milieux d'affaires et les décideurs politiques. Les produits dérivés sont d'abord cantonnés aux denrées agricoles dans les années 1970, mais dans les années 1980 et 1990 « leur usage se généralise à d'autres actifs et à d'autres territoires » (p. 31). En France ils apparaissent dans le contexte de libéralisation du crédit avec le MATIF³ en 1986 et le MONEP⁴ en 1987.
- 17 Au-delà des produits dérivés, le fonctionnement de la finance contemporaine contribue à produire des cycles rapides de valorisation et de dévalorisation. S'intéressant à l'analyse de Hyman Minsky (1986 [2008]) sur « l'instabilité intrinsèque de la finance », Durand interroge les logiques du marché financier. Contrairement aux marchés des biens, la hausse des prix entraîne une hausse de la demande sur les marchés financiers. Inversement, une baisse des prix entraîne une diminution de la demande et des ventes en trombes. Pourquoi ? Car les actifs financiers sont corrélés à leur valeur d'échange. Or, pour Minsky, il y a deux phases du capitalisme : inflationniste et déflationniste. Au cours de la première phase, les agents financiers s'endettent fortement, accentuant mécaniquement la valeur des actifs. L'anticipation des prix à la hausse pendant cette phase et les titres acquis par l'endettement sont gages pour de nouveaux endettements. « La hausse des prix, auto-entretenu via l'anticipation des agents est accentuée par le crédit » (p. 38). Au cours de la phase déflationniste, pour rembourser les emprunts, il convient de vendre rapidement au-dessous des prix anticipés, ce qui *in fine* conduit à diminuer la valeur des actifs et des revenus conséquents, augmentant alors le poids de la dette par rapport au revenu. Il y a alors trois régimes différents dans la relation entre revenu et dette : la reproduction de l'économie (les revenus comblent les obligations de remboursement), le roulement de la dette (on rembourse les intérêts pour emprunter de nouveau, sans rembourser la dette, ce qui augmente les vulnérabilités) et la structure de Ponzi (les agents économiques n'étant plus capables de rembourser ni les intérêts, ni la dette). Seule une intervention publique peut permettre de sortir de la structure pyramidale de Ponzi. « Le passé, le présent et le futur sont liés non seulement par le capital accumulé et la force de travail mais également par le crédit » (p. 39).

Le rôle des pouvoirs publics comme garant du système financier

- 18 « Le paradoxe de l'intervention publique » (p. 41), c'est que ce sont les pouvoirs publics qui garantissent que les crises seront résorbées et que l'effondrement des marchés financiers n'aura pas lieu. En cas de défaillance du système, les banques centrales octroient en effet des crédits avantageux pour combler les faillites. L'État s'endette alors fortement afin de relancer la demande et l'investissement des firmes, alors que les opérateurs privés, quant à eux, prennent toujours plus de risques par l'effet pervers du sauvetage par l'intervention publique.
- 19 D'après l'auteur, s'inspirant de la thèse de James Crotty sur « le super cycle financier contemporain », le système reste cantonné dans la croyance commune partagée entre deux dynamiques : l'autorégulation des marchés et surtout l'intervention des pouvoirs politiques pour enrayer les crises endémiques. Ces croyances ont longtemps été véhiculées par des personnalités notoires, comme Alan Greenspan, président de la FED avec le concept de « *Greenspan put* » : on baisse les taux d'intérêts pour permettre aux détenteurs de capitaux de s'endetter davantage pour investir sur les marchés financiers. De plus, les politiques économiques post-crise ont permis d'atténuer les conséquences : sauvetage des banques, rachat des dettes des entreprises et crédits hypothécaires, soutien à l'accès aux crédits à taux très bas... Ce principe du *too big to fail* (un secteur est trop important dans l'économie pour que l'État n'intervienne pas) est bien reconnu et dynamise les prises de risques⁵ permettant ainsi « de préparer le terrain à une prochaine crise financière » (p. 49). Durand estime qu'il y a alors une « instrumentalisation de Minsky » afin de résorber les crises endémiques en permettant un refinancement exceptionnel des institutions financières par les banques centrales et un accroissement des titres de la dette publique. Ces solutions ont permis de sauvegarder les structures financières antérieures à 2008, renforçant les plus grandes banques, mais ont augmenté très lourdement les inégalités sociales et la déresponsabilisation des acteurs financiers. « On a socialisé les coûts de l'effondrement financier à une échelle jamais envisagée auparavant, sans que jamais les couches laborieuses et les chômeurs ne ressentent les bénéfices de ce supposé communisme du capital » (p. 51).

Profits financiers et développement géographique inégal

- 20 Finalement, « le nœud financiarisation-mondialisation » exprimerait, à travers l'échange inégal, le chaînon explicatif manquant des « profits sans accumulation » à l'échelle mondiale. La division internationale du travail favorise l'importation de marchandises produites grâce à l'exploitation d'une main-d'œuvre peu chère (sans pour autant que les produits ne soient vendus moins chers), tout en menaçant les acquis sociaux dans les pays occidentaux sous prétexte de compétitivité. Elle permet aussi de nouvelles opportunités spatiales d'investissement et de nouvelles sources de profits :

« Les firmes dominantes, le plus souvent établies dans les pays du Nord, peuvent bénéficier d'une forme d'échange inégal dans leur relation avec des réseaux d'approvisionnement qui exploitent les réserves de main d'œuvre récemment

rendues disponibles. L'hétérogénéité spatiale des formes de concurrence et des niveaux de développement dans un cadre de libre circulation des marchandises permet de faire remonter les profits le long des chaînes jusqu'au marchés financiers (...). Comme les profits domestiques ne proviennent pas seulement des opérations domestiques, mais aussi, en partie, du contrôle des réseaux productifs internationaux, il n'y a rien d'étonnant que leurs dynamiques soient déconnectée de celle de l'investissement » (p. 177-178).

Les investissements productifs se déplacent vers les pays émergents, mais les profits financiers sous formes de dividendes retournent vers les pays du Nord, structurant des flux géographiques très inégaux. En somme, les fruits de l'accumulation productive des pays émergents sont accaparés en majorité par les acteurs financiers dominants. Durand rappelle néanmoins la complexité de mener des travaux de recherches exhaustifs sur ce schéma quand on sait qu'il est méthodologiquement impossible de retracer l'ensemble de la circulation des capitaux car 40 % d'entre eux transitent par les paradis fiscaux.

Conclusion

- 21 L'ouvrage de Cédric Durand se termine en questionnant notre capacité d'émancipation :

« Avec le projet néolibéral de libre marché, les sociétés abandonnent la maîtrise du temps aux mécanismes impersonnels de la finance (...) auxquels doivent se soumettre les agents publics et privés. (...) Ce qui en constitue le cœur (de la finance), c'est le capital fictif : une accumulation de droit de tirage sur la richesse à produire qui prend la forme de l'endettement privé et public, de la capitalisation boursière et de divers produits financiers » (p. 187).

- 22 Avec l'instabilité financière chronique, on aboutit à la fin d'un « capitalisme démocratique » (Streeck, 2011), où l'illusion d'une consommation de masse qui s'estompe et l'augmentation extraordinaire des inégalités révèlent un système impérialiste qui se construit contre les peuples. Certaines nations s'en sortent plutôt à leur avantage en endiguant leurs dettes par des excédents commerciaux et en imposant une domination économique sur leurs partenaires, « la contrepartie des excédents des uns étant le déficit des autres » (p. 188). Au-delà, les autorités politiques soutiennent la transformation des titres financiers en monnaie réelle. Cette liquidité assure que « les profits financiers présents soutiennent la valeur du capital fictif accumulé ». À chaque crise, les autorités publiques ont pour objectif de « garantir la continuité des profits financiers ». Paradoxalement, la situation économique dans les pays du Nord n'est plus soutenable, la croissance étant atone. Le problème de la finance est sa capacité foncièrement non-productive, qui pompe le capital de l'accumulation productive et dépossède les peuples et les États. La dépossession par l'endettement public transforme profondément nos sociétés par des mesures de rigueur sociale et un soutien sans faille pour soutenir la rentabilité des firmes (soutien qui se transformera en dividendes et en valeurs boursières et sera donc accaparé par le monde financier). Le parasitisme condamne les projets domestiques productifs et innovants à l'avance sous l'effet de la normativité financière, alors qu'ils peuvent permettre de la croissance et de l'emploi. De plus, les espaces sont en concurrence intenses pour attirer le capital en proposant des promesses de valorisation plus importantes (par *dumping* fiscal, social...), bien que les bénéficiaires soient rapatriés vers les centres financiers et les paradis fiscaux. C'est le témoin même des échanges et du développement géographique inégal.

- 23 Cet ouvrage constitue en définitive un outil abordable et efficace pour les novices en économie politique (et pas seulement universitaires) cherchant à comprendre l'influence de la finance dans les espaces capitalistes avancés sous une perspective critique. Il nous donne matière à réfléchir sur des problématiques contemporaines et profondément géographiques. De ce point de vue, l'actualité européenne sur la question de la dette de l'État grec, des politiques économiques nationales et monétaires de la BCE, des circuits financiers des « *panama papers* », mais aussi les mesures d'austérité prennent d'autant plus de sens au regard du rapprochement des intérêts des politiques économiques nationales et internationales vis-à-vis des marchés. Pour autant, un prolongement de cet ouvrage serait justement de pouvoir concrètement illustrer la « financiarisation quotidienne » (French *et al.*, 2011) des populations et des espaces soumis à ces logiques. Le risque étant de présenter la financiarisation comme une nébuleuse abstraite alors qu'elle agit puissamment au sein de nos lieux de vie et sur nos relations sociales, par l'intermédiaire de différents acteurs. Les nouvelles modalités de production de la ville par les processus de privatisation des espaces et des objets urbains, d'expropriation des classes populaires ou de déclin territorial peuvent en effet en être, parmi bien d'autres exemples, des corollaires.

BIBLIOGRAPHIE

- Crotty J., 2009, "Structural causes of the global financial crisis : a critical assessment of the new financial architecture", *Cambridge journal of economics*, Vol. 33, No.4, 563-580.
- Crouch C., 2009, "Privatised Keynesianism: An Unacknowledged policy regime", *British Journal of Politics & International Relations*, Vol. 11, No.3, 382-399.
- French S., Leyshon A., Wainwright T., 2011, "Financializing space, spacing financialization", *Progress in Human Geography*, Vol. 35, No.6, 798-819.
- Harvey D., 1982 (reedited in 2006), *The limits to capital*, Oxford, Verso.
- Krippner G., 2011, *Capitalizing on crisis : the political origin of the rise of finance*, Cambridge, Massachusetts/Londres, Harvard University Press.
- Lapavistas C., 2013, *Profiting without producing: how finance exploits us all*, Londres/New York, Verso.
- Minsky H., 1986 (reedited in 2008), *Stabilizing an unstable economy*, New York, Yale University Press, McGraw-Hill.
- Streeck W., 2011, "The Crisis of democratic capitalism", *New Left Review*, Vol. 71, 5-29, <https://newleftreview.org/II/71/wolfgang-streeck-the-crises-of-democratic-capitalism>

NOTES

1. Voir le reportage produit par Canal+ sur le *trading* haute fréquence (les THF) : « *Les nouveaux loups de Wall Street* » <https://www.youtube.com/watch?v=DFkBemaONBs>

2. Voir le film « *The Big Short : la casse du siècle* », réalisé par Adam McKay, 2015.
 3. Marché à terme international de France.
 4. Marché des options négociables de Paris.
 5. On peut penser à la tentative de rachat récente de Bouygues Télécom par Patrick Drahi, financé à hauteur de 10 milliards d'euros uniquement par de l'endettement. Cette tentative a avorté mais si elle avait fonctionné, elle aurait créé un mastodonte des télécommunications, qui ne laissait à l'État pas d'autre solutions qu'une intervention en cas d'échec de l'opération financière de Patrick Drahi afin de ne pas laisser couler ce qui aurait été le premier groupe français de télécommunications.
-

AUTEUR

THIBAUT LE CORRE

Doctorant à l'université Paris1 Panthéon-Sorbonne

UMR Géographie-cités

t.lecorre@parisgeo.cnrs.fr